

Actif <input checked="" type="checkbox"/>	Régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec
Retraité <input type="checkbox"/>	

Volume 30, Numéro 3 (Éd., F.P., S.S.S.)

Décembre 2006

Montant d'assurance vie additionnelle sans preuve d'assurabilité

DESTINATAIRES : DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES

Le régime facultatif d'assurance vie additionnelle complète le régime obligatoire de base d'assurance vie et permet aux cadres d'ajouter un montant égal à 1, 2, 3, 4 ou 5 fois leur traitement annuel. Un montant d'assurance vie additionnelle peut être accordé **à un nouvel adhérent**, sans preuve d'assurabilité si les trois conditions suivantes sont remplies :

- la demande d'assurance vie additionnelle est présentée dans les 60 jours de la date d'admissibilité aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement ;
- le montant d'assurance vie additionnelle demandé n'excède pas 3 fois le traitement annuel du cadre ;
- le montant d'assurance vie additionnelle n'excède pas 133 200 \$ pour un employé cadre âgé de 40 à 49 ans et 55 500 \$ pour un employé cadre âgé de 50 ans et plus. *Ces montants seront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007.*

À défaut de remplir ces trois conditions, des preuves d'assurabilité seront exigées pour toute demande d'assurance vie additionnelle faite à l'assureur.

Les montants maximaux d'assurance vie additionnelle accordés sans preuve d'assurabilité aux cadres âgés de 40 ans et plus sont rajustés le 1^{er} janvier en fonction du taux d'indexation des rentes de retraite versées par le Régime de rentes du Québec, jusqu'à un maximum de 4 %. Le taux d'indexation pour l'année 2007 est de 2,1 %.

L'indexation est appliquée aux montants maximaux de l'année 2006. **Ainsi, les cadres qui**

deviennent admissibles aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement et qui désirent adhérer au régime facultatif d'assurance vie additionnelle sans fournir des preuves d'assurabilité sont soumis aux limites établies pour l'année 2007.

Les cadres qui participent déjà au régime facultatif d'assurance vie additionnelle pour un montant d'assurance vie correspondant aux maximums de l'année 2006 (130 500 \$ ou 54 400 \$), sont assurés automatiquement pour les maximums de l'année 2007 qui figurent dans le tableau suivant, selon le groupe d'âge auquel ils appartenaient **à la date où ils ont fait leur demande**.

À titre d'exemple, prenons un cadre dont le traitement assurable annuel était de 75 000 \$ au moment de son adhésion en 2006 alors qu'il était âgé de 49 ans. Il avait demandé d'obtenir 2 fois ce traitement en assurance vie additionnelle sans présenter de preuves d'assurabilité. Il a donc été soumis au montant maximal, soit 130 500 \$. En 2007, et même lorsqu'il atteindra 50 ans, s'il conserve le même salaire, sa protection sera augmentée à 133 200 \$, sans qu'il ait à en faire la demande. Rappelons que c'est l'âge qu'avait l'adhérent au moment de la demande initiale qui dicte le montant maximal qui s'appliquera chaque année subséquente.

**TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE PROTECTION
SANS PREUVE D'ASSURABILITÉ**

Régime facultatif d'assurance vie additionnelle		Montants maximaux					
Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Indexation RRQ	2,5 %	3,0 %	1,6 %	3,2 %	1,7 %	2,3%	2,1 %
Groupes d'âge à la date de la demande							
de 40 à 49 ans	116 200 \$	119 700 \$	121 600 \$	125 500 \$	127 600 \$	130 500 \$	133 200 \$
50 ans ou plus	48 400 \$	49 900 \$	50 700 \$	52 300 \$	53 200 \$	54 400 \$	55 500 \$

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE CE COMMUNIQUÉ ANNULE ET REMPLACE LE COMMUNIQUÉ ASSURANCE (VOLUME 29, NUMÉRO 3) DE DÉCEMBRE 2005.

Pour obtenir plus de renseignements, vous pouvez communiquer avec M^{me} Diane Perrier de la Direction générale des régimes collectifs et de l'actuariat, soit par téléphone au (418) 528-6795, par télécopieur au (418) 644-9274 ou par courriel à l'adresse suivante : diane.perrier@sct.gouv.qc.ca.

Nous vous saurions gré de faire part, le plus rapidement possible, du contenu du présent communiqué à tous les responsables de la gestion des avantages sociaux et des services financiers.

Le directeur général des
régimes collectifs et de l'actuariat,



JEAN-MARC TARDIF